

## Rwanda : les ravages de la guerre civile

# La fuite éperdue de tout un peuple

Malgré le drame sans précédent que vit la population du Rwanda, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas voulu suivre les recommandations du secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, qui souhaitait envoyer des Casques bleus en interposition.

**C'**est l'exode monstre. Pour la Croix-Rouge la marche des Rwandais vers le nord-ouest de la Tanzanie est « le plus ample mouvement de réfugiés » jamais observé en soixante-quinze ans. Des centaines de milliers de réfugiés rwandais faisaient toujours route à la fin de la semaine vers la frontière avec la Tanzanie — bloquée par les rebelles rwandais. L'ONU a estimé que 400 000 personnes approchaient de la frontière.

Abdul Kabia, porte-parole de l'ONU à Kigali, a déclaré par téléphone à l'AFP : « Nous estimons que 400 000 personnes sont proches de la frontière, tout près de la traverser. Au total, il faudrait parler de 600 000 personnes » des deux côtés de la frontière rwandotanzanienne.

M. Kabia a précisé que les réfugiés étaient des Hutus apeurés par l'avance des rebelles Tutsis du Front patriotique rwandais, mais aussi des Tutsis fuyant des massacres commis par des milices proches des forces gouvernementales à majorité hutue. Les autorités tanzaniennes, qui ont lancé un appel à l'aide pour faire face à cet afflux de réfugiés, ont estimé leur nombre à environ 500 000. « Nous regrettons que les gens s'enfuient, mais c'est normal, c'est la guerre, ils ont peur », a indiqué à l'AFP un membre du FPR (Front patriotique rwandais) rappelant que son mouvement, venu du nord, avait affirmé récemment avoir conquis plusieurs localités de l'est du Rwanda. Les témoignages de réfugiés, rapportés par le préfet de Ngora (nord-ouest de la Tanzanie), confirment cette affirmation. Selon eux, le FPR a notamment conquis la province de Kibungo.

Alors que le FPR accuse « l'armée et les milices hutues de continuer à tuer les Tutsis et les opposants », un officier supérieur de l'état-major des forces armées rwandaises a accusé le FPR de « se livrer à un terrorisme sélectif ».

« Les rebelles ont des listes de gens à éliminer dans les préfectures, les communes », a poursuivi cet officier, en admettant que le FPR « sillonne la région de Kibungo ». Les soldats gouvernementaux qui étaient dans la ville ont dû reculer vers la frontière tanzanienne, a-t-il indiqué. L'afflux de réfugiés a commencé mercredi dernier, lorsque les soldats gouvernementaux ont abandonné le poste-frontière de Rusumo, où un pont sur la rivière Akagera permet de passer en Tanzanie, a-t-il précisé. « Leur long cor-

tege s'étire sur huit kilomètres depuis le poste-frontière. » Le Comité international de la Croix-Rouge et le HCR notamment se trouvent à Ngora et tentent de venir en aide à ces réfugiés. La saison des pluies risque de compliquer l'acheminement des secours, et l'on redoute que « de nombreuses personnes meurent de faim et de maladies, pour la plupart contagieuses ».

Des milliers de personnes sont « déplacées » dans la capitale rwandaise, Kigali, et semblent toujours aussi menacées. Un porte-parole de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) a indiqué avoir reçu des informations selon lesquelles 6 000 d'entre elles risquaient d'être massacrées. Des Casques bleus, dont il n'a pas été précisé le nombre, ont été chargés de les protéger.

Samedi, le président américain, Bill Clinton, a appelé les forces gouvernementales du Rwanda et le Front patriotique rwandais (FPR) à « un cessez-le-feu immédiat » et à retourner à la table des négociations. « Les horreurs de la guerre civile et les meurtres massifs de civils au Rwanda (...) ont choqué et horrifié la communauté internationale », a déclaré Bill Clinton.

Le président américain a encouragé « les efforts des dirigeants régionaux » pour rechercher la paix dans ce pays d'Afrique centrale. Il a réaffirmé que les Etats-Unis étaient prêts à participer à un nouveau processus de négociations pour instaurer une paix durable au Rwanda.

Cet appel risque d'être peu entendu, illustrant l'impuissance de la communauté internationale. Certes, samedi, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné les massacres mais ne s'est pas prononcé sur un éventuel renforcement de la mission de l'ONU pour rétablir l'ordre dans ce pays, comme

l'avait proposé le secrétaire général de l'organisation; Boutros Boutros-Ghali.

Dans une déclaration adoptée par consensus à l'issue de neuf heures de délibérations, le Conseil a demandé aux forces gouvernementales et au Front patriotique rwandais (FPR) de prendre « des mesures effectives pour empêcher de nouvelles attaques contre les civils dans les zones qu'ils contrôlent ».

■ Ce sont au moins 500 000 Rwandais qui se trouvent massés des deux côtés de la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie.

■ Le Conseil de sécurité condamne les massacres mais ne se prononce pas sur un éventuel renforcement de la mission de l'ONU pour rétablir l'ordre au Rwanda.

Le Conseil a souligné que les tueries ont été perpétrées « en particulier » dans des régions sous contrôle des « membres ou des partisans » des forces gouvernementales. Auparavant, M. Boutros-Ghali avait appelé le Conseil à réexaminer la décision, prise la semaine

dernière, de réduire de 2 500 à 300 hommes l'effectif de la mission de l'ONU au Rwanda (MINUAR), et d'envisager une « action énergique » pour restaurer l'ordre et mettre fin aux massacres.

Les membres du Conseil se sont séparés sans se prononcer sur la question, mais ils ont exprimé leur intention d'examiner « d'urgence » la requête de M. Boutros-Ghali. Ils lui ont

demandé de rendre compte, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), « des nouvelles initiatives qui pourraient être prises en vue d'aider à rétablir l'ordre au Rwanda et à assurer la sécurité des personnes déplacées ». M. Boutros-Ghali avait re-

connu que les mesures qu'il préconisait demanderaient des ressources humaines et matérielles que « des Etats membres ont jusqu'à présent été réticents à envisager ».

Il avait estimé que le Conseil n'avait pas d'autre alternative, face à l'« ampleur des souffrances humaines » au Rwanda.

Quelque 200 000 personnes seraient mortes dans ce pays d'Afrique centrale au cours des trois dernières semaines, a indiqué M. Boutros-Ghali, selon qui de nouveaux massacres sont en préparation.

D'après des sources diplomatiques, il est exclu qu'une force semblable à celle déployée en Somalie, avec une forte participation occidentale, soit envoyée par l'ONU au Rwanda pour tenter d'imposer la paix et mettre fin à la violence.

Le Conseil de sécurité devrait examiner à nouveau la situation au Rwanda au début de cette semaine.

■ H I

## Afrique du Sud : Mandela gagne son pari

Selon les derniers résultats partiels, l'ANC est largement en tête du scrutin historique qui s'est déroulé la semaine dernière en Afrique du Sud. Le Parti national de Frederik De Klerk qui a affiché une belle résistance dans la province du Cap arrive en deuxième position. Le dépouillement pourrait s'achever ce soir.

Le dépouillement des bulletins de vote des premières élections multiraciales en Afrique du Sud pourrait être terminé ce soir. Selon les résultats partiels portant sur quelque 11,5 % des suffrages, l'ANC de Nelson Mandela confirme sans surprise son avantage en recueillant près de 54 % des voix, suivi du Parti national de Frederik De Klerk avec plus de 33 %. Le Front de la liberté (extrême droite) totalisait hier environ 4 % des suffrages alors que l'Inkhata du chef zoulou Buthelezi, entré tardivement en campagne, limitait son score à 3,3 %.

Dans la province du Cap, l'ANC était en tête alors que le Parti national affichait une belle résistance. Le Parti démocrate (DP, libéraux blancs) arrivait troisième, mais loin derrière l'ANC et le NP : il ne recueillait en effet que 4,1 % des suffrages, et était talonné par le Front de la liberté du général Constand Viljoen, crédité de 3,8 % des suffrages.

Dans le KwaZulu-Natal, le parti nationaliste zoulou Inkhata (IFP) de Mangosuthu Buthelezi devançait son grand rival de l'ANC avec 20 174 suf-



Une femme, membre de la Commission électorale indépendante, brandit fièrement une première liste d'états noirs et blancs, à Cap Town, à l'occasion des premières élections multiraciales qui se sont déroulées la semaine dernière en Afrique du Sud.

frages recueillis contre 7 806, selon ces résultats partiels. Le KwaZulu-Natal a été ravagé par les violences entre militants de l'ANC et de l'IFP qui ont fait environ 10 000 morts en huit ans.

Malgré de nombreux problèmes de dépouillement, les observateurs étrangers (de l'Union européenne, du Commonwealth, de l'OUA et de l'ONU) se sont déclarés globalement satisfaits du déroulement du scrutin. Ces quatre groupes, qui disposaient au total de plus de 2 500 observateurs à travers tout le pays

pendant la consultation, ont estimé que malgré « d'importants problèmes logistiques, les gens étaient rassurés par le dispositif électoral et particulièrement par le secret dans l'isoloir ».

Un groupe de 375 parlementaires européens a souligné que les tentatives d'intimidation n'avaient pas eu un impact significatif sur le processus de vote. « Tout en constatant que « plusieurs possibilités de manipulation ou de fraude existaient », le groupe a affirmé que « selon certaines indications, ces possibilités n'ont pas été appliquées à une grande échelle ».

Les retards dans le dépouillement dépassèrent de 24 heures en raison de la prolongation du scrutin d'une semaine supplémentaire dans les anciens bantoustans noirs, ont suscité une certaine déception, notamment chez les responsables de petits partis.

C'est ainsi que le chef du parti nationaliste zoulou Inkhata, Mangosuthu Buthelezi, a déclaré « très inquiet » samedi, à propos du décompte des bulletins de vote et a prévenu que le retard enregistré durant tout le processus électoral risquait de « mener à des violences ».

Il a cependant assuré qu'il accepterait le verdict des jurés en souhaitant qu'« il n'y aura pas de tricherie », soulignant par ailleurs qu'il « avait toujours été un gagnant et qu'il s'était toujours attendu au pire ».

« C'est cette semaine que l'on en devine le résultat », a déclaré Jesse Jackson, qui dirige la délégation officielle d'observateurs américains, que Bill Clinton devait annoncer un train d'aides en faveur de l'Afrique du Sud.

Le président des Etats-Unis fera cette annonce des que les élections auront été officiellement déclarées « libres et honnêtes », a précisé M. Jackson. Ce dernier s'est débattu encourageant par l'absence de violence et d'intimidations durant le déroulement du scrutin, entre les rivaux du Congrès national africain (ANC) et du parti nationaliste zoulou Inkhata.

Il a également rendu hommage au dirigeant de l'ANC Nelson Mandela, probable futur chef de l'Etat, et au président sortant Frederik De Klerk, qui avaient reçu conjointement le prix Nobel de la paix 1993.

« Ils ont jeté les bases d'un nouveau gouvernement auquel tous les Sud-africains pourront faire confiance », a-t-il estimé avant d'ajouter : « Le monde entier applaudit à cette révolution négociée. Ces dirigeants ont choisi une noble cause et sauvé la nation ».

« L'apartheid est mort. Rien n'est plus important. Une nouvelle Afrique du Sud est née et un nouveau drapeau embrasse le ciel », a conclu Jesse Jackson, lors d'une conférence de presse tenue samedi à Johannesburg.

« L'apartheid est mort. Rien n'est plus important. Une nouvelle Afrique du Sud est née et un nouveau drapeau embrasse le ciel », a conclu Jesse Jackson, lors d'une conférence de presse tenue samedi à Johannesburg.